

L'AGRICULTURE

LA CRISE ÉCONOMIQUE DANS L'INDUSTRIE AGRICOLE DES PRAIRIES—ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT DE PRENDRE DES MESURES

L'honorable Hazen Argue: Honorables sénateurs, en l'absence du sénateur Murray, je me demande si je peux poser cette question maintenant pour qu'il puisse y donner suite à son retour.

Une délégation des trois syndicats du blé des Prairies est venue à Ottawa à la fin de l'année dernière pour faire certaines démarches auprès du gouvernement relativement à la grave crise que connaît le secteur agricole dans cette région. Entre autres choses, elle a demandé que le Trésor fédéral verse quelque 500 millions de dollars.

Depuis ce temps, il y eu une rencontre à Regina, en Saskatchewan, entre les dirigeants agricoles, le Farm Land Security Board et le Bureau fédéral d'examen de l'endettement agricole. Un article paru le 19 janvier dernier dans le *Leader-Post* disait ceci:

À la fin de l'année, 7 000 agriculteurs de la Saskatchewan, soit un sur neuf, avaient vu leur situation financière se détériorer au point où ils avaient besoin de conseils ou d'un rajustement de leur dette, ou encore ils risquaient la saisie de leurs biens immobiliers.

Non seulement cela montre-t-il la gravité de la crise, mais il faut ajouter à cela le grand nombre d'agriculteurs qui ont vendu leur exploitation et abandonné l'agriculture plutôt que de faire face à la crise, sans s'en remettre à l'un ou l'autre des organismes en question.

Je voudrais donc poser, par l'entremise du leader adjoint du gouvernement, la question suivante au sénateur Murray: Quand le gouvernement va-t-il prendre une décision au sujet de la requête des trois syndicats des Prairies qui demandent au gouvernement de prendre des mesures, afin de faire face à cette crise extrêmement grave?

L'honorable C. William Doody (leader adjoint du gouvernement): J'essaierai d'obtenir une réponse pour le sénateur.

L'EMPLOI ET L'IMMIGRATION

LES FERMETURES D'USINES DE TRANSFORMATION DU POISSON DANS LES LOCALITÉS DE L'ATLANTIQUE—LES PROGRAMMES D'AIDE À L'ADAPTATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE—LA COMPOSITION DES COMITÉS POUR LES BESOINS DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS À TERRE-NEUVE ET EN NOUVELLE-ÉCOSSE—DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

L'honorable John B. Stewart: Honorables sénateurs, la ministre de l'Emploi et de l'Immigration, l'honorable Barbara McDougall, a annoncé que trois localités de la région de l'Atlantique qui faisaient face à la fermeture imminente d'usines de transformation du poisson ont été choisies pour recevoir de l'aide au titre du Programme de développement des collectivités. Dans cette annonce, on précise qu'à Terre-Neuve, les régions choisies sont la péninsule Burin, dont Grand Banc, et la région de Southern Shore-St. Mary's Bay, dont Trepassy. On précise ensuite que le comté de Guysborough, en Nouvelle-Écosse, qui comprend Canso, a également été choisi pour recevoir de l'aide.

Le ministre aurait déclaré ce qui suit:

[Le sénateur Doody.]

Les désignations en question au titre du Programme de développement des collectivités s'inscrivent dans un programme d'aide de 130 millions de dollars annoncé par l'honorable John Crosbie le 5 janvier... Les Canadiens de la région de l'Atlantique peuvent être certains de continuer à recevoir de l'aide en matière d'adaptation de la main-d'œuvre au titre notamment du Programme de développement des collectivités ainsi que d'autres programmes de la Planification de l'emploi et des programmes d'aide à l'adaptation de l'industrie.

La ministre a prononcé ensuite les paroles réconfortantes qui suivent:

Le Programme de développement des collectivités a prouvé qu'il pouvait aider les localités faisant face à d'importants licenciements, à créer des débouchés permanents. Parmi les solutions qui s'offrent à nous, il y a notamment le développement de la petite entreprise, l'aide aux nouvelles entreprises et l'aide apportée au titre de l'acquisition de nouvelles compétences et de la réinstallation.

L'expression «aide à la réinstallation» a de quoi inquiéter. Le leader adjoint du gouvernement va-t-il s'engager à obtenir davantage de renseignements à ce sujet? Pourrait-il s'engager tout d'abord à obtenir des détails sur le programme d'aide annoncé par l'honorable John Crosbie? En outre, va-t-il nous préciser les localités qui en profitent à l'heure actuelle? Selon l'annonce, un total de 15 localités à Terre-Neuve et 11 localités en Nouvelle-Écosse profitent à l'heure actuelle d'une certaine aide au titre du Programme de développement des collectivités. Je voudrais obtenir les renseignements en question, car vraisemblablement, ils nous permettront de déterminer les résultats obtenus grâce à ce programme.

Enfin, je voudrais en savoir plus sur la création de comités pour les besoins du Programme de développement des collectivités. Selon l'annonce faite, un comité doit être créé dans chaque localité, afin d'évaluer les besoins et de voir quels sont les programmes, parmi ceux offerts, qui permettraient d'y répondre.

Pourrait-il nous dire, et certains sénateurs voudront peut-être en savoir autant à propos de Terre-Neuve, quelle est la composition du comité d'aide au développement des collectivités dans les 11 localités de la Nouvelle-Écosse auxquelles cette aide est destinée?

L'honorable C. William Doody (leader adjoint du gouvernement): Je tâcherai d'obtenir ces renseignements pour le sénateur Stewart.

LES PROGRAMMES D'AIDE À L'ADAPTATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE—LA SITUATION DE L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD ET DU NOUVEAU-BRUNSWICK

L'honorable M. Lorne Bonnell: En guise de question supplémentaire, le leader adjoint du gouvernement pourrait-il se renseigner également à propos de l'Île-du-Prince-Édouard et du Nouveau-Brunswick? On n'a pas mentionné ces deux provinces dans cette annonce apparemment. Voilà maintenant que le gouvernement divise le Canada atlantique en deux régions, une région défavorisée et une région encore plus défavorisée. Le leader adjoint du gouvernement pourrait-il se renseigner sur ce que le gouvernement compte faire pour l'Île-du-Prince-